



Signe typographique qui représente la conjonction "et"

Bureau de dépôt - Bruxelles X

Belgique - België

P.P.
Bruxelles X

1 / 2425

Périodique trimestriel du CIEP/MOC
n° 50 • octobre • novembre • décembre • 2006





EDITO

2006 s'en va... 3

ANALYSE

Le commerce équitable est-il juste? Entre succès et polémique 4

Le Commerce équitable est-il juste? Séminaire au Luxembourg 5

L'adhésion des consommateurs au commerce équitable 6

Quelques liens utiles 7

Ma commune soutient le commerce équitable, une campagne de Max Havelaar 8

Les magasins de vêtements de seconde main Oxfam en Brabant wallon 9

Pointés pour vous sur le commerce équitable 10

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

Dérapages 12

Amérique Latine: un véritable cap à gauche? 12

Un siècle de solidarité à la Mutualité chrétienne 14

L'économie a tout pris 16

VIE DE L'ISCO

Un nouveau BAGIC 17

Des nouvelles du congé-éducation payé 17

Nouveaux groupes ISCO 17

MEMOIRES EN RESUMES 18

EN BREF 20

AGENDA 22

FICHES PEDAGOGIQUES

La Sécurité Sociale, une thématique souvent rébarbative? Pistes et notions pour l'aborder



Plus d'enfants en prison!

En cette période de fin d'année, comment pouvons-nous tolérer que tant de mineurs soient encore enfermés, en Belgique, dans les centres fermés. Nous dédions dès lors ce reportage photographique à tous ces enfants et dénonçons cette politique contraire à tout droit élémentaire et à la Convention des droits de l'enfant.

Ces photos ont été réalisées en janvier et mars dernier lors de manifestations devant le centre fermé de Vottem pour protester contre l'enfermement dans ce centre d'enfants. Cette année encore, à l'occasion de fêtes de Saint-Nicolas, de semblables manifestations ont été organisées pour dénoncer cette situation inacceptable et inadmissible. ■

Comité de rédaction:

Stéphanie Baudot, Christian Boucq, François-David Freschi, France Huart (coordination), Frédéric Ligot, Anne Scheune, Michèle Stessel, Nicole Tinant

Secrétariat:

Francine Baillet, Rita D'Agaro, Danielle Gorman

Ont participé à ce numéro:

D. Berchem, G. Chapoix, F. Huart, M. Marquant, F. Mertz, V. Oruba, A. Scheune, C. van Rompaey, B. Wynants

Photos:

Jean-Marie Schreuer, MOC Liège-Huy-Waremme

CIEP communautaire:

Tél: 02/246.38.41, 42, 43

Fax: 02/246.38.25

E-mail: communautaire@ciep.be

Editeur responsable:

Anne Scheune

Chaussée de Haecht 579 - 1030 Bruxelles

Design:

DCL PRINTERS 02 424 06 73

Courriel: dcl.printers@skynet.be

Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

2006 s'en va...

ANNE SCHEUNE
ET L'ÉQUIPE COMMUNAUTAIRE

Déjà le dernier éditorial de cette année 2006... Comme il est de tradition, la fin d'une année est le moment propice aux remerciements et aux souhaits. Nous profitons donc de l'occasion pour remercier l'ensemble des personnes qui ont participé de près ou de loin aux activités de l'ISCO, du BAGIC et du CIEP, tant au niveau des régions que du communautaire, au cours de cette année bien remplie... Nous vous souhaitons aussi la réalisation de la plupart de vos souhaits les plus chers, plein de bonheur pour vous et votre famille. ■

2007 s'en vient...

Avec la nouvelle année, le CIEP est heureux de vous annoncer- outre les projets de nouveaux groupes ISCO et BAGIC et nos autres formations et les rencontres régulières de nos groupes de travail thématiques- **le lancement d'une nouvelle campagne d'animation politique** qui mettra en avant les priorités du Mouvement en vue des élections fédérales. Comme c'est devenu maintenant une habitude, des fiches thématiques et des outils de sensibilisation vont être réalisés. Ils permettront à chacun de voter et donc de se prononcer sur la constitution des futures assemblées législatives après un état des lieux et une analyse assez fine des enjeux sociaux et politiques sur les différentes compétences fédérales avec des propositions concrètes d'option «néo-libérale» et progressiste, ainsi qu'un aperçu de nos principales revendications. Tous ces outils seront bien entendu disponibles pour des animations et téléchargeables via le site internet du ciep (www.ciep.be).



Beaucoup de pain sur la planche, beaucoup de défis à relever ensemble, beaucoup de beaux projets en perspective, beaucoup d'occasions d'échanges, de retrouvailles et d'actions...

Bref une année riche qui s'annonce... ■

Viv' 2007...

Le commerce équitable est-il juste?

Entre succès et polémique

PAR FREDERIC MERTZ,
FORMATEUR ISCO ET A L'INSTITUT DE
FORMATION SOCIALE DU LUXEMBOURG

Depuis une dizaine d'années et avec un très beau succès, le commerce équitable s'est développé sans aucune mesure. Commençons par quelques chiffres dont les résultats feraient pâlir d'envie nombre de chefs d'entreprises. Pour l'Europe, le chiffre d'affaires estimé représente 660 millions d'euros, avec 1.300 postes de travail, environ 100.000 bénévoles. Plus de 80.000 surfaces commerciales proposent, essentiellement ou partiellement, des produits issus du commerce équitable. La croissance récente est l'élément le plus représentatif de l'engouement pour ce commerce: entre 2001 et

2005, plus de 20% de croissance annuelle du chiffre d'affaires¹. Ce développement spectaculaire est globalement très positif pour ce secteur et particulièrement pour ceux pour qui il a été créé: les travailleurs des pays du Sud, artisans ou agriculteurs, et leur communauté qui bénéficie du financement d'infrastructures.

Par ailleurs, les initiatives cataloguées «commerce équitable» augmentent et ne se limitent plus aux seuls produits alimentaires ou artisanaux, mais touchent d'autres produits comme la mode vestimentaire (fairfashion), la musique équitable², le tourisme éthique³, voire les produits pétroliers labellisés⁴!

Ce développement ne va pas sans poser des questions problématiques sur le plan de l'éthique des pratiques et des acteurs du commerce équitable. Certains livres polémiques ou dénonciateurs ont mis le doigt récemment, de manière parfois maladroite, parfois non-fondée, sur les «dilemmes éthiques du commerce équitable»⁵. Dans un premier temps, essayons de voir quelles sont les critiques adressées aux acteurs du commerce équitable; ensuite, nous proposerons des pistes pour son avenir.

DES CRITIQUES

La vente des produits du commerce équitable dans la grande distribution pose question et suscite de nombreux débats. Depuis le mois de juin, les magasins du

hard-discounter Lidl en Allemagne proposent à leurs clients, sous la marque «Fairglobe», toute une série de produits dits «responsables»: cafés (bio et soluble), bananes et miel biologiques, jus d'orange, chocolat et sucre de canne. Lidl collabore avec le label Transfair (l'équivalent de Max Havelaar en Allemagne). Ensemble, ils ont organisé différentes actions pour mettre en avant ces produits. Or, Lidl est régulièrement dénoncé par les syndicats pour son dumping social ou son manque de transparence. Par ailleurs, il proposerait dans son propre assortiment des articles ne répondant pas du tout aux normes du commerce équitable, voire ne respectant pas les normes internationales du travail. Le paradoxe est évident: comment peut-on se déclarer vertueux en proposant des articles labellisés, alors que les pratiques internes ou externes (avec les sous-traitants) ne le sont pas. D'autres critiques touchent plus particulièrement au bénévolat. Le travail des bénévoles est destructeur d'emplois.

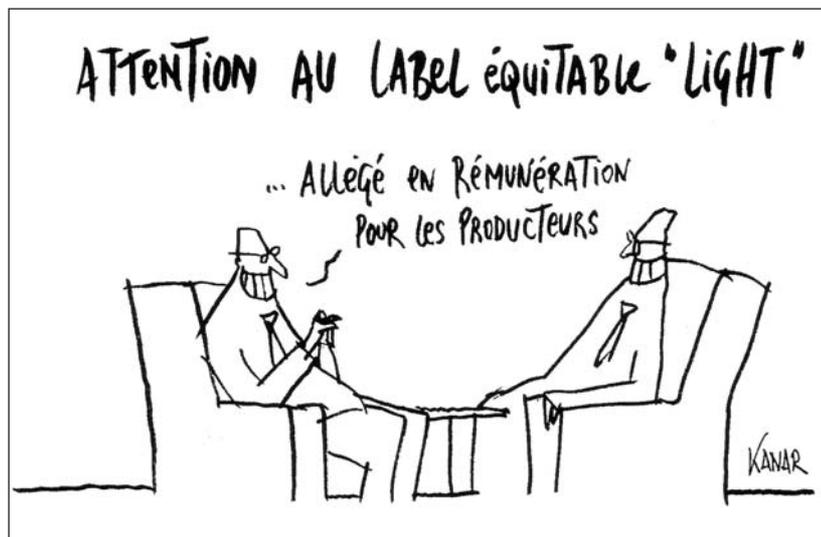
Le commerce équitable n'est pas à 100 % écologique. En effet, le facteur environnemental n'est pas totalement pris en compte dans la labellisation, puisque les produits passent par nombre d'intermédiaires potentiellement pollués et avec un impact écologique important.

Par ailleurs, alors que le label «Fair-trade» garantit une rémunération juste au producteur, qu'en est-il des salaires des mêmes intermédiaires (transporteurs sur route ou cargos)?

Sociologiquement et commercialement, on sait que ces produits sont achetés par des consommateurs issus d'une classe sociale supérieure, dont le niveau d'éducation et le pouvoir d'achat sont plus élevés que la moyenne. Dès lors, comment toucher un public plus large et moins sensible à ces questions?

Enfin, il n'existe pas encore de réglementation européenne et internationale en la matière. La





multiplication des labels issus des grandes organisations classiques et l'apparition de labels solidaires «autoproclamés» par l'industrie et la grande distribution ajoutent au flou et empêchent le consommateur de s'y retrouver en séparant «le bon grain de l'ivraie»!

QUEL AVENIR POUR LE COMMERCE ÉQUITABLE?

L'auteur et expert européen, Jean-Marie Krier relève quatre enjeux pour le développement du commerce équitable.

1. La coopération avec les multinationales (de la grande distribution notamment) doit se poursuivre. Toutefois, cette coopération n'est pas synonyme d'assujettissement. Les acteurs du commerce équitable doivent conserver leur potentiel critique;
2. La croissance exponentielle de ces dernières années doit être

gérée et encadrée par des structures de gestion capables d'anticiper ce développement;

3. Ce secteur doit se professionnaliser: par des actions de formation professionnelle continue à destination des bénévoles et des salariés; par l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication; par la mise en réseau de ces acteurs (fédérations, chambres de commerce);
4. La jeunesse doit être attentive et se mobiliser en faveur du commerce équitable. En effet, le commerce équitable est apparu dans les années 60-70, dans la mouvance du tiers-mondisme. Des initiatives d'intégration des jeunes existent toutefois, mais elles restent assez disparates (les «Jeunes Magasins du Monde» en Belgique, le «Welt-café» café-restaurant éthique à Vienne). L'enjeu est, d'une part, de rajeunir le personnel et,

d'autre part, de mobiliser les nouveaux mouvements sociaux, comme l'altermondialisme, autour des questions de commerce et d'éthique.

En résumant ici les critiques adressées au monde du commerce équitable, nous ne voulons évidemment pas ajouter de l'eau au moulin, voire jouer le jeu du capitalisme classique, en décrédibilisant ce secteur. Au contraire, cette critique peut être stimulante si elle est débattue et intégrée par le commerce équitable et si les pratiques habituelles sont remises en question. De ce débat d'idées, peut naître une dynamique profitable au commerce équitable, à ses acteurs, et surtout à ceux qui en attendent beaucoup: les travailleurs du Sud. ■

1. Facts and figures on Fair Trade in 25 european countries. Etude en anglais réalisée par Jean-Marie KRIER et publiée par FLO, Ifat, News! et Efta en 2005. Téléchargeable sur <http://www.artisansdu-monde.org/documentation-commerce-equitable.htm>
2. <http://calabashmusic.com>
3. Le premier salon du tourisme équitable s'est tenu à Bruxelles en octobre.
4. <http://www.fairoil.org>
5. J.-P. BORIS, Commerce inéquitable. Le roman noir des matières premières, Paris, Hachette, 2005.
Ch. JACQUIAU, Les coulisses du commerce équitable: Mensonges et vérités sur un petit business qui monte, Paris, Mille et une nuits.

Le Commerce équitable est-il juste? Séminaire au Luxembourg

Le secteur du commerce équitable est en pleine mutation. De nouveaux acteurs sont arrivés sur le marché, les demandes des consommateurs évoluent, le monde économique bouge, la réalité des producteurs n'est plus la même qu'hier. Pour y voir plus clair, pour réfléchir sur nos pratiques, pour discuter et échanger, une série de séminaires permettront de faire le point sur l'évolution du commerce équitable et d'ouvrir de nouvelles perspectives aux acteurs impliqués au Luxembourg.

Le premier séminaire a eu lieu en novembre.

Deuxième séminaire: «**Le commerce équitable: une alternative juste?**» Le vendredi 9 février 2007.

Troisième séminaire: «**L'avenir du commerce équitable au Luxembourg**»

Organisés par ASTM, Boutiques Tiers Monde, Caritas, Cercle de Coopération, Etika, Commission Justice et Paix, IFS, Lux-Development, TransFair, Minka. - Informations et inscription: carine.hensgen@ci.culture.lu

L'adhésion des consommateurs au commerce équitable

PAR MARIANNE MARQUANT,
ANCIENNE ETUDIANTE ISCO ET AUTEURE
D'UN MEMOIRE SUR LE SUJET¹

REFLEXIONS AUTOUR D'UN PAQUET DE CAFE

Imaginez que vous vous trouvez dans une grande surface dans le rayon des «cafés». Cruel dilemme: quel café choisir? Votre marque habituelle? Le nouveau dernier café vanté pour ses bienfaits par les publicitaires? Ou le petit paquet de couleur vert pomme avec le logo «Oxfam/Bio»? Pas sûr que le «petit paquet vert» sera choisi! Je l'ai goûté et vous le recommande: excellent et pas plus cher que les deux autres.

COMMERCE EQUITABLE, ALTERNATIVE AU COMMERCE TRADITIONNEL

Pour amener le consommateur à avoir un réflexe équitable, à acheter le produit équitable (vous savez, le petit paquet vert) et développer une autre logique de consommation, une analyse du comportement et des attitudes des consommateurs, face aux produits du commerce équitable et aux sollicitations du marché est nécessaire. La question soulevée est «Comment pourrait-on combiner les bénéfices liés au commerce avec les besoins essentiels d'équité et de justice?»

La situation des pays en voie de développement (problème de leur dette et le prix des matières premières) et de l'économie mondiale

met en évidence des rapports de pouvoirs inégalitaires entre les pays du Sud et du Nord. Les pays du Sud remettent en cause les règles fondamentales du commerce international, bien souvent produites par les pays du Nord, afin qu'elles tiennent mieux compte de la faiblesse économique du Sud.

Les ONG ont alors développé une alternative au commerce traditionnel en proposant le concept de «commerce équitable». Oxfam, trait d'union entre le consommateur et le producteur, crée les «Magasins du monde» où sont vendus les produits issus du commerce équitable. A l'initiative d'ONG, Max Havelaar Belgique, organisation indépendante, voit le jour en 1989.

DES ENQUETES SUR LE CONSUMMATEUR FACE AUX PRODUITS EQUITABLES

Le comportement du consommateur doit être analysé de manière plus fine. Michel Crozier et Erhard Friedberg² développent la notion de résistance de l'individu au changement de comportement. Dans notre société de consommation, tout individu possède toujours un minimum de liberté, qu'il peut utiliser pour se tourner vers un autre mode de consommation, plus respectueux des droits humains. Il est évident que le consommateur achètera équitable s'il y trouve un intérêt personnel (la qualité du produit), social en contribuant à la construction d'une société plus juste et économique (rapport qualité/prix convenable). Même lorsque ces trois composantes sont réunies, il devra encore faire face aux nombreux moyens de pression du marché. La publicité et la création de nouveaux besoins agiront comme des freins à la liberté du consommateur et influenceront ses choix.

Le comportement d'achat du consommateur varie en fonction de son niveau de connaissance (en étant informé sur les méfaits de la concurrence pure et dure, sur le commerce international, et sur le commerce équitable), son aptitude à la sociabilité, sa réflexion intellectuelle et son esprit critique.



Afin d'observer et d'analyser le comportement du consommateur face à l'achat de produits équitables, trois enquêtes ont été réalisées. Un premier questionnaire visait une approche sociologique des consommateurs de Tournai (profession, âge, milieu social différents). Les contraintes évoquées pour un achat de produit équitable se résument à 4 critères. On peut dégager une raison économique (le prix), un élément culturel (l'habitude d'acheter d'autres produits); le manque d'information et le manque de visibilité des produits équitables dans la grande distribution. L'ensemble des consommateurs interviewés estime que le label Bio apporte une valeur ajoutée au produit équitable.

Une deuxième enquête a été menée auprès des consommateurs fréquentant le magasin du monde Oxfam de Tournai. Grâce à leur connaissance du commerce équitable et leur esprit critique, on peut dire qu'ils font davantage un achat conscient. Selon la grille de Crozier et Friedberg, ils utilisent davantage leur pouvoir et leur liberté lors de leurs achats. Pour eux, la critique la plus marquée est le manque d'information. Etre bio offre une valeur ajoutée au produit. Une troisième enquête par questionnaire a été réalisée dans la grande distribution. Interroger les dirigeants de grandes enseignes a permis de déceler l'impact et la progression du commerce équitable au sein des grandes surfaces. Le rôle de la grande distribution et des entreprises en général est de faire du profit. L'introduction de produits équitables dans les rayons d'une grande surface lui donne une image plus morale, plus humaine, plus sociale: en définitive, une image qui ne cadre pas avec la «sphère» purement économique.

Pourtant, l'introduction de produits équitables dans la grande distribution semble une bonne chose. Pourquoi? Parce que les petits producteurs du Sud peuvent vendre des volumes plus importants sur les marchés du Nord. Il faut néanmoins rester prudent, car certains responsables de grandes surfaces

pourraient avoir tendance à commercialiser des produits dits équitables sous leurs propres marques! Ce qui favoriserait l'apparition d'autres structures non officielles du commerce équitable, qui pourraient opter pour un cahier des charges moins sévères et où la marge bénéficiaire du distributeur serait plus importante, au détriment du petit producteur.

DES PISTES POUR DEVELOPPER UN REFLEXE EQUITABLE

Il semble difficile de contrecarrer les freins des consommateurs face au commerce équitable. De plus, il n'est pas facile pour le consommateur de poser des actes citoyens dans ses achats. La publicité manipule les goûts et les désirs du consommateur. Même s'il n'existe pas de solution miracle pour amener le consommateur à avoir un réflexe équitable, quelques pistes peuvent être avancées.

- Le «biologique» est une piste soulignée lors des enquêtes. En effet, les consommateurs interrogés sont en demande de produits alliant label équitable et Bio. Pour le consommateur, le produit Bio est souvent un gage de bonne santé. Ceux qui sont sensibilisés par l'écologie, l'environnement y verront une raison supplémentaire d'adhérer au produit «équitable» (on en revient toujours au petit paquet vert «Oxfam et bio!»). Associer «Bio» à «équitable» pourrait amener le consommateur à se responsabiliser.

- La responsabilisation des consommateurs lors de leurs achats a été particulièrement soulignée lors des enquêtes. Il semble se mobiliser pour ce qui correspond à ses valeurs morales et à l'éthique. D'autres sont ainsi plus attentifs au respect des conditions de production et aux normes de protection du travailleur (refus de l'esclavage et de l'exploitation des enfants, protection sociale des travailleurs). Lors de leurs achats, ils exigeront alors cette traçabilité sociale.

L'équitable et l'éthique contribuent à intégrer davantage d'équité et de justice dans le commerce mondial. Et ainsi devenir un consommateur/citoyen avec nos propres valeurs morales et éthiques et contribuer de la sorte à une plus grande justice dans ce monde. ■

1. M. MARQUANT, L'induction du réflexe d'adhésion au commerce équitable, Mémoire ISCO, Tournai, 2005-2006.
2. M. CROZIER et E. FRIEDBERG, L'acteur et le système, Paris, Seuil, 1977.

QUELQUES LIENS UTILES

- www.fairtradecentre.be/fr/ (site de la Semaine du Commerce équitable)
- www.mondequibouge.be (site de l'éducation vers un développement durable)
- www.ecoconso.be (Le Réseau Eco-consommation vise à encourager des comportements de consommation plus respectueux de l'environnement et de la santé, dans l'objectif d'un «développement durable». Sur le site des centaines de fiches-conseils et des articles)
- www.madeindignity.be/Public/ (site de Oxfam-Magasin du monde)
- www.maxhavelaar.com/
- www.fairtrade.net/ (site en anglais de Fair Trade Labelling Organizations International FLO)
- www.info-durable.be/ (site qui reprend toute l'actualité du développement durable en Belgique)
- www.oxfamsol.be/fr/ (site de Oxfam solidarité)

Ma commune soutient le commerce équitable, une campagne de Max Havelaar



PAR GAELLE CHAPOIX,
CHARGÉE DE MISSION, MAX HAVELAAR

Avec le label Max Havelaar, commerce équitable et développement durable sont intimement liés. En effet, les critères internationaux du commerce équitable¹ établis par Fairtrade Labelling Organizations International (FLO)² sont basés sur les trois piliers du développement durable: l'économie, le social et l'environnement. La dimension démocratique et participative constitue également un élément clé du commerce équitable qui vise le renforcement des petits producteurs et des travailleurs du Sud. Du café au coton en passant par le chocolat, les fruits, le riz... En Belgique, c'est Max Havelaar, membre de FLO, qui octroie son label aux produits répondant aux critères internationaux du commerce équitable.

DES CRITERES ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Pour Max Havelaar, le paiement au producteur d'un prix minimum est au cœur du commerce équitable. Ce prix couvre les coûts sociaux et environnementaux en plus des coûts de production. S'y ajoute une prime de développement qui doit être gérée de manière démocratique et transparente au sein des coopératives de producteurs ou de comités d'ouvriers. Allié à un système de préfinancement et à des contrats à moyen et long

termes, cette prime permet des investissements en matière de développement économique, social et environnemental.

Par exemples, mise en place d'un processus de fermentation du cacao (amélioration de la qualité et valeur ajoutée), installation d'une unité de torréfaction du café (plus grande maîtrise de la chaîne de production et valeur ajoutée), diversification agricole ou des sources de revenus.

«La garantie d'un prix minimum apporte la stabilité. Nous ne sommes pas totalement soumis à la loi de l'offre et de la demande. (...) Cette garantie permet de planifier à long terme, d'investir, de développer du support technique, en un mot, de développer notre affaire» (Felipe Cancari Capcha, producteur de la coopérative El Ceibo, producteur de cacao Fairtrade en Bolivie).

DES AMELIORATIONS SOCIALES

Dans les usines et les plantations, les critères du commerce équitable visent à améliorer les conditions de travail: salaire minimum légal, respect des conventions de l'OIT (liberté syndicale, interdiction de toute forme de travail forcé, de travail des enfants et de discrimination...).

De nombreuses améliorations sociales et des projets communautaires peuvent être mis en œuvre grâce au revenu assuré par le commerce équitable, comme la création d'écoles, de centres de santé, l'amélioration de la qualité nutritionnelle par la diversification agricole.

«Grâce au commerce équitable, nous avons maintenant construit une route et nous avons un service de bus. Nos enfants peuvent désormais aller à l'école.» (Sabino Brenes, coopérative Coocafé - Costa Rica)

UN DEVELOPPEMENT RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Interdiction des OGM et de 118 pesticides, protection de l'eau, des sols et des écosystèmes de grande valeur écologique comme la forêt vierge, gestion des déchets, réduction de la consommation d'énergie... Ces mesures constituent parfois un premier pas vers l'agriculture biologique. De plus en plus de produits du commerce équitable répondent également aux critères de l'agriculture biologique et ont aussi un label «bio». La prime du commerce équitable permet notamment des investissements écologiques, dans l'énergie solaire, le compostage, le lagunage, le reboisement.

«Les petits producteurs de riz adhèrent naturellement aux principes de l'agriculture biologique car elle est plus soutenable pour l'environnement que l'agriculture industrielle et la nourriture est plus saine pour nos enfants.» (Tryada Trimanka - Thaïlande)

DEMOCRATIE ET PARTICIPATION

Le commerce équitable encourage, soutient et renforce l'organisation des petits producteurs en coopératives, qui fonctionnent de manière démocratique. Elles acquièrent ainsi une meilleure connaissance des marchés, développent leur capacité de négocia-

tion avec les acteurs économiques et avec les pouvoirs publics et gouvernement locaux. Les petits producteurs peuvent devenir acteurs des politiques agricoles nationales ou supranationales... sur la voie d'une agriculture durable!

Tous impliqués dans le commerce équitable

Tout consommateur peut contribuer au développement durable, notamment en choisissant les produits issus du commerce équitable: un simple geste qui a de l'impact!

Partenaire de la campagne *ça passe par ma commune*³, Max Havelaar a développé des outils pour aider les communes à avancer en faveur du développement durable, notamment une liste de fournisseurs de produits équitables et un petit guide de l'achat équitable en commune et de la sensibilisation du personnel aux marchés publics⁴.

Dans le cadre du projet «Fair Trade Towns in Europe» subsidié par l'Union européenne, ce sont tous les acteurs présents sur le territoire communal qui sont invités à s'engager en faveur du commerce équitable. Ainsi, Max Havelaar Belgique lance pour la Wallonie la campagne «Ma commune soutient le commerce équitable». Son objectif est de promouvoir le commerce équitable à l'échelle locale. Depuis 2004, une telle campagne est menée avec succès en Flandres et à Bruxelles⁵, où plus de 100 communes sont engagées, 21 ayant déjà reçu le titre. Parmi elles, on retrouve Ostende, Gent, Hasselt, Leuven, Eekloo, Herent, Beveren, Westerlo et Bruxelles-Ville.

Le MOC soutient cette campagne!

Six critères à remplir

Toute personne impliquée dans la vie de la commune (habitant, travailleur, producteur, fonctionnaire, militant associatif ou responsable d'une entreprise) peut initier ou participer à cette campagne en inscrivant sa commune dans la campagne. Cette initiative ne peut cependant pas être l'exclusivité d'une organisation, d'une entre-

prise ou d'un parti politique. Un comité de pilotage diversifié doit être créé à cette occasion.

Pour devenir une «Commune pour le commerce équitable», l'espace communal doit obligatoirement répondre à six critères, similaires à ceux de la campagne «FairTradeGemeente»:

1. Le vote d'une résolution favorable au commerce équitable et à la consommation de produits issus du commerce équitable par l'administration communale et idéalement dans les institutions paracommunales;
2. Une offre de produits issus du commerce équitable dans les cafés, les restaurants, les magasins de la commune;
3. La consommation de produits issus du commerce équitable par des entreprises, associations et autres collectivités installées sur le territoire communal;
4. La médiatisation de cet engagement et des différentes étapes du processus;
5. La constitution d'un comité de pilotage local composé de personnes et de représentants d'associations;
6. La mise en place d'une initiative en matière de consommation ou de production durable au niveau local. ■

L'inscription et le suivi se feront via le site web <http://www.maxhavelaar.com/fr/page.php/communes>. Pour tout renseignement, contacter Gaëlle Chapiro au 02/500.10.77. ou gaelle@maxhavelaar.be.

Pour plus d'information sur Max Havelaar: www.maxhavelaar.be

1. Standards génériques du commerce équitable: http://www.fairtrade.net/fileadmin/user_upload/content/Standards_Generiques_du_Commerce_Equitable_pour_les_Organisations_de_Petits_Producteurs_-_Decembre_2005_-_FR.pdf
2. FLO est représenté dans 21 pays: dans la plupart des pays européens, au Canada, aux USA et au Japon, en Australie et en Nouvelle-zélande (<http://www.fairtrade.net>).
3. www.capasseparmacommune.be
4. Pour plus d'info sur ces outils, voir: www.maxhavelaar.com/fr/page.php/communes
5. Voir www.ikbenverkocht.be

Les magasins de vêtements de seconde main Oxfam en Brabant wallon

MEMOIRE PRESENTE
PAR DOMINIQUE BERCHEM
ISCO-BAGIC DEVELOPEMENT
REGIONAL, BRABANT WALLON
2003-2006

LES TROIS PILIERS DU DEVELOPEMENT DURABLE

Intéressée par la démarche des magasins de seconde main Oxfam, je me suis penchée sur la question: «L'action des magasins de seconde main Oxfam, en Brabant wallon, répond-elle aux trois piliers du développement durable (environnement, économie et social)»?

Tout d'abord, j'ai analysé les documents présentant les objectifs des magasins, ensuite, sur base de questionnaires, j'ai mesuré l'implication, en terme de développement durable, d'un échantillon de donateurs, de clients et de bénévoles de certains magasins de seconde main Oxfam en Brabant wallon (Louvain-La-Neuve, Jodoigne, Wavre et Perwez).

Dans le premier chapitre, l'histoire des magasins de seconde main Oxfam a été retracé. Ensuite, le projet environnemental mis en place par l'association (notamment une action de consommation durable, une politique de sensibilisation aux dons de vêtements ou les stratégies de collectes de vêtements) et l'implication des acteurs dans ce projet sont analysés. Puis, dans le troisième chapitre, je me suis intéressée à l'action d'écono-

mie sociale soutenue par Oxfam et ses acteurs. Le réseau Ressources des entreprises d'économie sociale actives dans la récupération et le recyclage, la lutte pour l'inclusion sociale menée par ces entreprises ou le label Soli'R des magasins Oxfam sont des points importants alors développés.

Ensuite, je me suis attachée à l'aspect social du développement durable en analysant la participation, première dimension du pilier social, caractérisant Oxfam et tous les acteurs (donateurs, clients et bénévoles). J'ai observé les différents degrés de participation et les motivations des acteurs.

L'action de solidarité locale, deuxième dimension du pilier social, organisée par les donateurs et les bénévoles, et particulièrement ceux des magasins du Brabant wallon, a été analysée. Ensuite, la solidarité entre le Nord et le Sud, troisième dimension du pilier social, et plus précisément, le mouvement altermondialiste Oxfam et leurs projets de solidarité au Sud sont présentés.

Dans l'ensemble, l'action des magasins de vêtements de seconde main Oxfam du Brabant wallon répond aux trois piliers du développement durable. La dimension de solidarité locale est la plus soutenue par les acteurs de l'association. Des éléments inattendus ont également été mis en évidence: la moitié des acteurs interrogés ne sont pas vraiment informés sur le projet d'économie sociale Oxfam (réinsertion de chômeurs de longue durée et de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale dans des centres de tri) et certains découvrent les projets de solidarité Oxfam dans les pays du Sud suite à l'enquête. ■

Pointés pour vous

sur le commerce équitable

PAR FRANCE HUART,
PERMANENTE COMMUNAUTAIRE CIEP

... ET LES CONSOMMATEURS BELGES

Une dernière enquête réalisée par Sonecom en 2005 pour le Fair Trade Centre a interviewé un échantillon de plus de mille «responsables» des achats dans les ménages. Les objectifs de l'étude étaient d'évaluer la connaissance générale qu'ont les acheteurs du commerce équitable, les raisons de leur achat ou non de produits équitables, leur profil et leur opinion à propos de ce commerce¹. De manière générale, cette enquête confirme la progression du commerce équitable dans l'opinion des consommateurs: près de 8 personnes sur 10 savent ce qu'est le commerce équitable. Le rapport complet est téléchargeable sur le site du Fair Trade Centre. Aujourd'hui, 66% des Belges sont sensibilisés au commerce équitable, alors qu'ils n'étaient que 32% en 2002.

Pointons quelques éléments clefs de cette étude. Les médias, les amis, la famille, les collègues et l'école sont les principaux canaux de prise de conscience du commerce équitable. Autre résultat interpellant: au cours de l'année écoulée, 2 responsables des achats des ménages sur 3 n'ont pas acheté de produits équitables.

Les boissons sont les produits équitables les plus fréquemment achetés (77%), suivies par les autres produits alimentaires (65,4%).

Les raisons principales de l'achat d'un produit équitable: le souci du respect des producteurs (38,3%), le fait d'agir pour la bonne cause (28,9%) et la qualité du produit (16,6%). Ces critères varient en fonction des régions et l'âge des personnes interviewées. La principale raison de non-achat est «parce que je n'y pense pas» (36,5%). La cherté des produits représente 19,7% des réponses. La difficulté de les trouver dans les rayons où l'on fait traditionnellement les courses est dénoncée dans 17,2% des cas.

Les produits équitables sont principalement achetés dans les magasins spécialisés. De leur côté, les grandes surfaces développent le créneau en proposant de plus en plus des produits diversifiés. Néanmoins, un tiers des personnes interrogées (36,5%) disent acheter leurs produits équitables dans les grandes surfaces.

Pas étonnant: le niveau d'études joue un rôle primordial dans la connaissance et dans l'achat de produits équitables: plus ce dernier est élevé et plus la personne responsable des achats dans la famille se positive favorablement pour le commerce équitable. Un autre critère est lié à l'âge. Plus on est âgé et plus les personnes semblent enclines à acheter des pro-

duits équitables. Attention: la logique s'arrête à 65 ans et s'inverse alors.

... ET LES JEUNES?

57,7% des jeunes belges ont déjà entendu parler du commerce équitable et plus le niveau d'études est important, plus la notoriété est forte, révèle cette même enquête de Sonecom. La majorité des jeunes porte cependant «peu d'intérêt réel» à ce type de commerce. Les jeunes connaissent peu les produits proposés par le commerce équitable.. Seuls quelques produits tirent leur épingle du jeu: le café (58,4%) et le chocolat (45,4%) sont en tête, suivis par le jus d'orange (24,5%), les bananes (24%) et l'artisanat (13,9%). Au cours de l'année écoulée, un jeune sur deux a acheté des produits issus du commerce équitable. Près de 43% des jeunes sondés parlent spontanément des Magasins du Monde, 26,8% d'Oxfam et 17,5% de Max Havelaar lorsqu'on leur demande de citer des labels commerce équitable.

VERHOFSTADT DEGUISE...

EN GRAND CRU, QUI L'EUT CRU!

Avec sa dernière campagne, OXFAM-Magasins du Monde utilise une autre manière de faire connaître le commerce équitable². Des personnalités médiatiques et politiques belges sont mises en scène de manière humoristique par la photographe flamande Lieve Blancquaert. La campagne vise à promouvoir la gamme de produits de l'organisation et de favoriser le commerce équitable. On y voit ainsi notre 'Cher' Premier au milieu de grappes de raisins, version «Premier Cru» ou encore le Premier Wallon, Elio Di Rupo «plongeant dans la bain du commerce équitable». A voir et à découvrir sur leur site.

Max Havelaar a également fait appel à d'autres moyens pour offrir un nouveau regard sur le commerce équitable. Des acteurs célèbres, Romane Bohringer, Vincent Cassel et François Berléand, ont été choisis pour réaliser des courts-métrages sur le commerce équitable. Par ailleurs,

des étudiants de l'IHECS ont réalisé des clips autour du slogan «Et toi? Thé équitable?». Toutes ces productions sont visionnables sur le site de Max Havelaar.

De plus, neuf stylistes belges renommés ont conçu une silhouette complète en coton équitable. Ces pièces uniques sont présentées dans l'exposition «Max Havelaar, Fashion and Fair Trade by Belgian Designers», qui se tient jusqu'au 31 décembre au Musée du Costume et de la Dentelle de Bruxelles.

A voir donc et pour réfléchir!

IKEA, UN MODELE A MONTER ET DEMONTER AVEC OXFAM

Suite à une enquête réalisée par OXFAM-Magasins du Monde et la publication des résultats, la campagne «IKEA, un modèle à démonter» a été lancée auprès des fournisseurs d'IKEA en Inde, au Bangladesh et au Vietnam, mais aussi auprès des clients pour les éveiller à une réflexion critique par rapport à leurs modes de consommation et les conséquences sociales et environnementales de la mondialisation. Pour toucher les consommateurs, OXFAM a choisi comme exemple d'acteur symbolique, l'enseigne suédoise connue de tous, IKEA. A grands renforts de publicité et de slogans flash, la multinationale du prêt-à-habiter véhicule des messages de société éthique et humaine. IKEA est socialement et écologiquement responsable, puisque impliquée dans la préservation de l'environnement. Elle se présente comme une grande famille au service du plus grand nombre et avec l'objectif d'améliorer et de faciliter la vie de monsieur tout le monde. En un mot, IKEA nous aime et on en redemande. La visibilité de l'enseigne suédoise avec un chiffre d'affaires de 14,8 milliards d'Euros et 220 magasins répartis dans 33 pays cadre mal avec les résultats de cette enquête d'OXFAM. IKEA aurait exploité des enfants dans les pays du sud, développé des produits polluants. Avec son marketing, sa communication agressive et ses concepts de produits «jetables» à usage quasi «unique», IKEA pousse tout un chacun à la

surconsommation et uniformise notre intérieur. En réaction à ces critiques, IKEA a instauré en 2000 un code de conduite pour ses fournisseurs du Sud concernant notamment le travail des enfants, la discrimination et l'origine des bois utilisés. Et depuis, il semblerait que tout va mieux...

En effet, IKEA respecte les salaires légaux minimum, mais «un salaire légal ne permet pas de vivre décemment»: «En Inde, une travailleuse d'IKEA gagne 2,50 CHF par jour. La loi est respectée. Ce n'est pas scandaleux. (...) c'est juste indécent». Ce qui oblige les travailleurs à travailler jusqu'à 90 heures par semaine, sans garantie syndicale. Ainsi, «Les petits prix offerts par IKEA ici ont une contrepartie: c'est le petit travailleur là-bas, chez un obscur sous-traitant, qui la paie». ■

REFLEXION A POURSUIVRE AVEC LE LIVRE
O. BAILLY, D. LAMBERT ET J.-M. CAUDRON, IKEA UN MODELE A DEMONTER, ED. LUC PIRE, SEPTEMBRE 2006.

1. www.fairtradecentre.be
2. Voir www.madeindignity.be



Dérapages

Un camion pour la démocratie, un spectacle contre l'extrême droite

Depuis quelques semaines, un beau camion rouge estampillé Arsenic sillonne les routes de Wallonie et de Bruxelles. Ce camion est un petit théâtre où se joue un spectacle pas banal du tout. *Dérapages*, c'est 35 minutes de sketches dans un camion-théâtre pour 35 spectateurs. Ludique et dynamique, accessible à tous, il dénonce avec force les mensonges et les manipulations qu'assène l'extrême droite.

La compagnie théâtrale Arsenic a voulu attaquer l'extrême droite avec ses propres armes: frapper les imaginaires de façon directe avec un spectacle percutant et simple.

Dérapages a pour ambition de donner à de nombreux spectateurs, les armes pour contrer les propos d'extrême droite «ordinaire», comme on parle de racisme ordinaire. Un spectacle ne peut pas changer le monde mais il peut faire évoluer les mentalités. C'est pourquoi *Dérapages* s'adresse prioritairement à ceux qui sont troublés par les affirmations de l'extrême droite, ces publics non convaincus, ces publics qui marchent sur le fil et risquent de déraiser un jour.

Ce spectacle n'a pas été réalisé à l'em-

porte-pièce mais construit au départ d'un dossier documenté. Pour cette recherche, l'équipe d'Arsenic a été rejointe par le journaliste Olivier Bailly et par l'auteur Olivier Coyette qui a mis en mots les thématiques dégagées par les réflexions collectivement menées. Aux autres postes clés: Claude Fafchamps à la direction du projet, Axel De Booseré à la mise en scène, Maggy Jacot à la scénographie, François Joinville à la création sonore et Gérard Maraite aux éclairages. Et les acteurs, remarquables: Philippe Constant et Janie Follet.

Le CIEP, en partenariat avec le Centre d'Action Laïque, Présence et Action Culturelle et les Territoires de la Mémoire, a décidé de soutenir ce projet et de s'associer à Arsenic pour l'organisation de représentations et de rencontres avec des publics. Dans chaque région, des animateurs du CIEP se retroussent les manches pour participer à l'aventure avec leurs collègues des autres organisations: réflexion sur le terrain local et régional, ciblage des publics prioritaires, définition d'une méthode d'animation autour du spectacle...

Bien sûr, il ne suffit pas de rattraper sur le fil quelques personnes tentées de déraiser... Il faut aussi poursuivre le travail de fond pour soutenir la parole critique et l'engagement de tous pour une démocratie plus vivante.

RENSEIGNEMENTS:

ARSENIC ASBL, RUE DE PORTO 80
4020 LIEGE
TEL. ET FAX: 04/344.01.77
ARSENIC@SKYNET.BE, WWW.BLOGDERAPAGES.BE
CIEP ASBL, BERNADETTE WYNANTS.
TEL. 02/246.38.03
BERNADETTE.WYNANTS@MOC.BE



Amérique Latine:

un véritable cap à gauche?

PAR VERONIQUE ORUBA,
RESPONSABLE DE LA COMMISSION
INTERNATIONALE DU CIEP

L'Amérique latine: cap à gauche? est le thème d'une première édition organisée conjointement en octobre par la Commission internationale du CIEP-MOC, Solidarité Mondiale et l'ACW. Avec cette journée d'études, notre volonté était de créer un lieu et une occasion de débat avec des points de vue issus d'horizons différents: points de vue de journaliste, de sociologue et d'acteurs de terrain venant des syndicats et de la société civile se sont succédés pour mieux se rendre compte de l'ampleur des transformations en cours en Amérique Latine.

VIRAGE A GAUCHE: REALITE OU UTOPIE?

A cette occasion, Jean-Paul Marthoz, Directeur de la revue «Enjeux internationaux» a présenté les différentes thèses en présence. Nous reprenons quelques passages éclairants de son propos. «La plupart des analystes sont d'accord sur une seule chose: les nouveaux gouvernements dits «de gauche», par comparaison avec les options politiques qui avaient dominé lors des années 90, accordent une plus grande préoccupation à la «question sociale», à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et sont plus indépendants de Washington.



Certains contestent, toutefois, cette analyse. Pour l'ancien président uruguayen Julio Maria Sanguinetti, les faits en disent plus que les slogans: la socialiste Michelle Bachelet incarne la continuité après 16 années de coalition centriste entre sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens; le syndicaliste de gauche, Lula, a mis en place au Brésil une politique économique plus orthodoxe que son prédécesseur, Fernando Henrique Cardoso, théoriquement situé au centre. «Au lieu d'un virage vers la gauche, conclut-il, nous assistons à un déplacement laborieux, contradictoire et résigné de la gauche vers le centre». Ludolfo Paramio, professeur au Centre supérieur d'études scientifiques (Madrid), confirme: «ce serait une erreur de déduire que l'on va assister à un tournant vers une politique distincte. Il n'existe pas de paradigme alternatif de politique économique».

Mais de quelle gauche parle-t-on? Certains, dans leur empressement à trouver une alternative au Consensus de Washington, y avaient inclus au début des années 2000, le président péruvien Alejandro Toledo (qualifié d'indien et donc de progressiste) et le colonel équatorien Lucio Gutierrez. Ils durent déchanter. D'autres estiment qu'il faut clairement distinguer entre les gouvernements récemment arrivés au pouvoir et reconnaître leur caractère bigarré. Il y aurait donc au moins deux manières de se situer à gauche en Amérique Latine. Cette thèse des

«deux gauches» est surtout développée par Jorge Castañeda¹, ancien ministre mexicain des relations extérieures sous Vicente Fox et l'un des intellectuels latino-américains les plus proches de l'Establishment «libéral» des Etats-Unis. Dans un article de Foreign Affairs, l'auteur distinguait entre, «d'un côté une gauche moderne, ouverte, réformiste et internationaliste, issue, paradoxalement, de la gauche radicale du passé; de l'autre, une gauche née dans la grande tradition du populisme latino-américain, nationaliste, strident et à l'esprit fermé». Et le professeur de l'Université de New York ajoutait: «La première est consciente de ses erreurs passées (et notamment de ses anciens modèles cubain et soviétique) et a changé. La seconde, malheureusement, non». En d'autres termes, selon cette typologie, il y a une gauche sérieuse et une autre qui ne l'est pas: une gauche, au Chili, en Uruguay, au Brésil, qui insiste sur la dimension sociale mais respecte le cadre plus ou moins orthodoxe de l'économie de marché; une autre gauche, au Venezuela, en Bolivie, et dans une moindre mesure en Argentine, qui ne respecterait pas les grands équilibres macro-économiques.

Dans ce contexte, Lula a surpris tout le monde: tant les Etats-Unis qui s'attendaient à une politique radicale, que la «gauche altermondialiste» qui l'accuse de trahison et d'avoir préféré les recettes du Forum économique mondial de Davos à celles du Forum social

mondial à Porto Alegre. Face à la réalité complexe et typique de ces régions, appliquer la grille de lecture occidentale gauche-droite n'est pas une évidence!

APPORTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

D'autres interventions ont mis en évidence l'émergence et l'implication des acteurs de la société civile (syndicats et mouvements sociaux de base). Ces derniers ont contribué à la remise en cause d'un modèle économique et social libéral, ainsi qu'au renversement des politiques pour introduire des gouvernements de gauche. Après des années d'oppression, de répressions et d'arrestations de syndicalistes, le combat est, pour les participants latino-américains présents, plus que vital. La ligne d'ouverture de la Centrale Latino-Américaine des Travailleurs (CLAT) aux nouveaux mouvements sociaux déterminera les futurs rapports de force des acteurs engagés dans la construction de nouveaux projets de société. Les attentes sont nombreuses. Le défi lancé aux nouveaux gouvernements est gigantesque!

A la demande des travailleurs costaricains, le MOC et l'ACW se sont alors unis pour les soutenir dans la non-ratification du Traité du Libre Commerce avec les Etats-Unis. Une position du MOC a même été rédigée à l'occasion de cette journée d'études et de débats².

Une publication faisant suite à cette journée d'études et reprenant les interventions des différents orateurs sortira en 2007. ■

1. Jorge Castañeda, «Latin America's Left Turn», Foreign Affairs, New York, May/June 2006.
2. La Motion de soutien aux travailleurs du Costa Rica est disponible sur www.moc.be (Rubrique Actualités)

Un siècle de solidarité à la Mutualité chrétienne

PAR CHRISTIAN VAN ROMPAEY,
REDACTEUR EN CHEF DE *EN MARCHÉ*

Le 28 mai 1906, l'Alliance Nationale des Mutualités chrétiennes est créée par arrêté royal. Cent ans après, la Mutualité chrétienne est une organisation incontournable de la société belge. A cette occasion, penchons-nous sur les grands moments de cette centenaire et les défis auxquels elle doit faire face aujourd'hui¹.

L'originalité des «premières caisses de secours mutuels» ne pouvait faire de doute. Ainsi, en 1886, les disciples de Saint-Eloi de la Société de secours mutuels de Marchienne-au-Pont, déclarent devant la Commission du travail: «La charité officielle est plutôt un mal qu'un bien pour la société. Elle n'arrive qu'à un but: développer et entretenir le paupérisme, tandis que les sociétés de secours mutuels, indépendamment des secours qu'elles accordent, secours toujours justifiés, poursuivent un but plus élevé: elles

donnent à leurs membres des idées d'ordre et d'économie et leur inspirent des sentiments de dignité».

Au XIXe siècle, la Belgique doit relever des défis majeurs. Insalubrité et absence de sécurité dans les milieux industriels, mauvaise alimentation et manque d'hygiène des habitations ouvrières minent la santé des travailleurs. Maladies et accidents de travail, décès ou vieillesse occasionnent des pertes de revenus à peine compensées par les œuvres de bienfaisance ou grâce à l'affiliation à une caisse d'assurance ou mutualité qui fait appel à l'esprit d'épargne des travailleurs et à la solidarité.

L'ÉTAT ENCOURAGE L'ACTION DES MUTUELLES

L'enquête de 1843 sur les conditions déplorables de travail des ouvriers et des enfants (!) ainsi que l'action de grands bourgeois, poussent le gouvernement (libéral) à soutenir les sociétés de secours mutuels (loi du 3 avril 1851), mais à des conditions tellement contraignantes que le succès n'est pas au rendez-vous. Il faut attendre la vaste enquête de 1886 sur la condition ouvrière, l'essor du mouvement socialiste, les congrès des œuvres sociales catholiques, la publication de l'Encyclique *Rerum Novarum*, et l'action de la Ligue démocratique belge, fondée en 1891, pour que les organisations sociales chrétiennes - la mutualité en premier lieu - se développent sérieusement.

Ensuite, les lois de juin 1894 et mars 1898 modifient les relations entre mutuelles et pouvoirs publics. Finie la surveillance oppressante du pouvoir sur les mutualités! Les pouvoirs publics s'accordent sur le principe de la «liberté subsidiée». Ils encouragent l'affiliation libre à des caisses mutualistes qu'ils soutiennent légalement et financièrement.

DES FÉDÉRATIONS À L'ALLIANCE NATIONALE

Les sociétés mutualistes autonomes ne peuvent cependant résoudre tous les problèmes (mutation, réassurance, services médico-pharmaceutiques). Elles choisissent alors de rassembler les sociétés en fédérations. Dès 1892, la Ligue démocratique belge, qui coordonne les associations sociales chrétiennes, envisage même la création d'un mouvement national. En mai 1906, l'Alliance Nationale des Mutualités chrétiennes est reconnue officiellement. Secrétariat permanent destiné à soutenir les fédérations dans leurs démarches, l'Alliance Nationale œuvre aussi dans le domaine de la prévention des maladies contagieuses (tuberculose) et arbitre les désaccords entre fédérations. Elle tente d'introduire une certaine uniformité administrative au sein des diverses structures mutualistes. Sociétés locales et fédérations conservent toutefois leur autonomie.

L'ASSURANCE MALADIE OBLIGATOIRE

Le libre choix de la Mutualité et la responsabilité financière courent comme un fil vert tout au long de l'histoire de la Mutualité. Déjà avant 1914, l'Alliance s'engage dans un combat qui ne trouve son terme qu'après la conclusion du Pacte social de 1944. Le constat est rapidement fait qu'un régime de protection sociale, auquel on peut s'affilier librement, ne résoudra pas la «question sociale». En 1944, avec la loi sur la sécurité sociale obligatoire, salariés et employeurs du secteur privé doivent participer solidairement au financement de la sécurité sociale. Bien que l'assurance maladie devienne alors obligatoire, le patient reste libre de choisir son médecin et sa mutuelle, le médecin conserve, lui, sa liberté thérapeutique. Notre système d'assurance maladie fait ainsi la synthèse entre l'obligation de l'assurance et le respect des libertés. Ce qui n'a pas été une mince affaire, la «mutualité unique» ayant été longtemps un objectif du mouvement socialiste.



Enfin, le système de responsabilisation financière, mis au point en 1963 mais jamais mis à exécution, est finalement mis en place en 1995. Il organise la redistribution des moyens entre les mutualités, pour une part, en tenant compte de leurs dépenses, et, pour une autre part, en tenant compte du profil de risque de leurs membres, afin d'éviter que les mutualités ayant beaucoup de membres connaissant de graves problèmes de santé ne soient financièrement pénalisées.

DEVELOPPEMENT DU CHAMP D'ACTION DE LA MUTUALITE

L'obligation de s'affilier provoque l'arrivée d'un grand nombre de nouveaux membres. La mutualité doit alors faire face à de nouveaux défis pour ne pas devenir un simple guichet de remboursement et conserver une certaine liberté d'action. La loi de 1963 met en place une procédure de concertation entre les mutualités et le corps médical. Depuis, mutualités et syndicats médicaux négocient par exemple la mise en place de la nomenclature, le niveau des honoraires, les modalités de paiement et l'amélioration des remboursements.

Dans les années soixante, une partie de plus en plus importante de la population accède à l'assurance maladie obligatoire: les indépendants pour les gros risques (1964), le personnel public (1965) et tous les groupes de la population qui ne sont pas encore assurés (1969). Les soins de santé sont de mieux en mieux couverts mais les discussions ne cessent pas autour de l'augmentation irrésistible de leurs coûts. Depuis toujours, la grande préoccupation des mutualités est de trouver le point d'équilibre entre l'amélioration du système de soins et la recherche d'économies.

L'autonomie des mutualités régionales est largement maintenue en ce qui concerne le développement de l'assurance libre complémentaire qui se développe parallèlement. Outre les anciennes primes en cas de décès, de maternité ou de mariage, apparaissent de nouveaux services comme le service de convalescence, de transport

des malades ou les sanatoriums pour enfants. La solidarité, c'est aussi l'accompagnement, l'information et la défense des membres. La loi du 6 août 1990 impose l'organisation d'élections pour assurer une participation démocratique des affiliés dans la gestion des mutualités.

LA MUTUALITE CHRETIENNE, VASTE MOUVEMENT SOCIAL

La Mutualité chrétienne offre à ses affiliés un ensemble de services sociaux. Le journal *En Marche* paraît depuis mai 1948². L'organisation de jeunesse «Jeunesse et Santé» est mis en place au départ du service de cure d'air³. La prise en charge des vacances familiales est, depuis 1952, le terrain d'action d'Intersoc⁴. Le service des infirmières visiteuses, créé avant-guerre, se transforme en 1969 en service social. La lutte contre la tuberculose devient une politique de santé générale, préventive, soutenue par le service Éducation à la santé (1976). Depuis 1971, Solival informe mutualités et patients sur les aides techniques destinées aux malades⁵. Avec l'Aide aux Malades et l'ACIH⁶, la Mutualité soutient les malades chroniques, les personnes handicapées et invalides. Cette vie de mouvement s'élargit en 1957 aux pensionnés avec l'UCP⁷. Des conventions collectives conclues avec la Croix Jaune et Blanche permettent d'octroyer aux affiliés un tarif privilégié pour les soins à domicile. La Mutualité chrétienne développe aussi des assurances facultatives d'hospitalisation.

Si l'exécution de l'assurance maladie obligatoire reste sa mission principale, son rôle en tant que mouvement social détermine plus que jamais la façon dont elle est perçue aujourd'hui.

DEFIS D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

Dans les années qui viennent, les mutualités seront confrontées à des défis importants comme les capacités de financement des soins de santé, les risques de la privatisation, la concurrence commerciale et les effets de la construction européenne. Pour



faire face à la croissance des dépenses de santé, certains sont tentés de réduire les moyens financiers affectés aux soins de santé en reportant davantage la charge sur les patients et en limitant l'intervention de la collectivité à certaines catégories de personnes. Ce qui aura comme impact que les personnes les plus touchées par la maladie seront aussi les plus touchées par les hausses des tickets modérateurs et les suppléments qui sont concentrés sur une part restreinte de la population. Pour éviter une médecine à deux vitesses, seul un financement suffisant, avec un contrôle strict des dépenses, peut assurer une couverture suffisante de notre système de soins.

Il faut encore se demander si l'évolution du droit européen ne menace pas le financement solidaire des soins de santé. Si les Etats membres restent libres d'organiser leur système de sécurité sociale, ils ne peuvent enfreindre les règles communautaires relatives à la libre circulation des marchandises et à la libre prestation des services. Déployées depuis leur origine, les activités complémentaires des mutualités n'avaient jamais soulevé d'interrogation particulière avant les années 90. Avec le développement du champ de l'assurance maladie privée, des tensions sont apparues entre mutualités et assureurs commer-

ciaux avec, pour toile de fond, les règles communautaires de concurrence: les services complémentaires mutualistes doivent-ils être soumis au droit de la concurrence? Ne doivent-ils pas être considérés plutôt comme des «services sociaux d'intérêt général»?

Fondées sur la solidarité, refusant la sélection des risques, les mutualités belges ont un statut juridique et un statut fiscal originaux qui les placent «hors commerce». Elles ne peuvent, dès lors, être confondues avec des assurances commerciales. Elles défendent donc vigoureusement leur originalité dans un monde de plus en plus globalisé.

Aujourd'hui comme hier, les Mutualités chrétiennes poursuivent les mêmes objectifs: rendre un service universel, veiller à la qualité des soins, assurer leur accessibilité tarifaire et géographique, protéger les patients et répondre aux carences éventuelles du système de soins. ■

1. Pour plus d'informations sur l'histoire, voir l'article de Renée DRESSE, La mutualité: une histoire plus que centenaire, dans *En marche*, novembre 2006, p. 4-7.
2. www.enmarche.be
3. Organisation de jeunesse reconnue qui propose des animations (séjours, activités, stages, plaines, éducation à la santé) pour les affiliés de la Mutuelle. Pour plus d'info: www.jeunesseetsanté.be
4. Intersoc (abréviation de Service Intersocial Belge) organise des vacances pour les membres de la Mutuelle. www.intersoc.be
5. Solival Wallonie-Bruxelles est un service qui favorise l'autonomie et le maintien à domicile de toute personne qui se trouve dans une situation de handicap par de l'aide et de l'accompagnement (aides techniques et conseil d'aménagement du domicile). Pour plus d'infos: www.solivalwb.be
6. Mouvement d'éducation permanente de la Mutualité chrétienne, l'ACIHAAM est un mouvement social de personnes malades, valides (vieillissantes et en perte d'autonomie) et handicapées de (re)trouver une place dans la société par des actions politiques, des collaborations, des initiatives locales, des clubs sportifs, des séjours de vacances et des ateliers créatifs. Pour plus d'info: www.acihaam.be
7. L'UCP est le mouvement social des aînés qui a notamment pour missions d'encourager la participation et l'engagement des aînés dans ma vie sociale, d'animer et de développer un réseau associatif et de lutter contre toutes formes de discriminations entre les personnes âgées. Les différents services de l'UCP sont: Pension, culture, sports, tourisme, information. Pour plus d'info: www.ucp.mc.be

L'économie a tout pris

CYCLE DE CONFÉRENCES ET D'ACTIVITÉS AU CIEP-LUXEMBOURG

Derrière le jeu de mots un peu facile se glisse une inquiétude bien réelle et profonde quant aux places respectives des actions politiques, culturelles, sociales face à une emprise économique de plus en plus envahissante.

Le nouveau cycle de réflexion proposé par le CIEP du Luxembourg se fixe comme objectif d'ouvrir un travail de réflexion non pas entre économistes avertis mais entre citoyens. En effet, dans une démarche d'éducation permanente, chacun pourra mieux comprendre les enjeux dans l'indispensable débat sur l'avenir du monde: «pour pouvoir dire demain: «Non, tout n'a pas un prix et l'économie n'a pas tout pris!».

Jusqu'en juin 2007, ce **nouveau cycle de conférences et d'activités du CIEP-MOC du Luxembourg** propose un programme

varié et gratuit autour des multiples facettes de l'économie.

- Des conférences pour aider à comprendre l'économie, traditionnellement considérée comme «trop compliquée»;
- Des projections de films «Cinéco»;
- Des tables rondes avec des acteurs-actrices pour débattre de la compétitivité et le travail, les travailleurs actionnaires, le crédit entre accès à l'économie et l'endettement, des alternatives à l'économie traditionnelle;
- Des réflexions sur le nouvel esprit du capitalisme, l'allocation universelle, l'économie des Andes, les relations entre religions et économie;
- Des visites de multinationales et d'entreprises d'économie sociale, de la Banque nationale;
- Une formation de 2 jours sur la publicité. ■

RENSEIGNEMENTS: CIEP-LUXEMBOURG: 063/21.87.33. LE PROGRAMME COMPLET DU CYCLE EST CONSULTABLE SUR WWW.MOCLUX.BE ET WWW.CIEPLUX.BE.



De belles cartes de vœux pour plus de justice sociale

Envoyer des cartes de vœux à ses proches pour Noël et Nouvel an, c'est bien; le faire en soutenant les projets de développement de Solidarité Mondiale, c'est mieux.

Depuis près de 40 ans, Solidarité Mondiale soutient des projets de développement en Afrique, en Asie et en Amérique latine, 150 projets dans plus de 48 pays.

Cette année, Solidarité Mondiale propose une nouvelle série de cartes de vœux de fin d'année. Les bénéfices de la vente seront directement affectés au soutien de ces partenaires dans le Sud. La série de cinq cartes (en 2 volets et enveloppes comprises) est vendue au prix de 5,00 euros.

RENSEIGNEMENTS ET COMMANDES: SOLIDARITE MONDIALE, TEL.: 02/246.38.81, FAX: 02/246.38.85, SOLIDARITE.MONDIALE@SOLMOND.BE



Un nouveau BAGIC

PARCE QUE VOUS VOULEZ
DONNER A VOTRE ENGAGEMENT
DES CAPACITES
DE CHANGEMENTS

Vous êtes animateur(trice) dans un Mouvement d'éducation permanente, une organisation de jeunesse ou d'ânés, un centre culturel, une association de quartier, vous travaillez dans un dispositif de prévention, de politiques urbaines, en activités extra scolaires, vous développez des actions en alphabétisation, en milieu ouvert, vous avez des projets d'aide à la création et la créativité, d'expression culturelle, vos projets sont féministes, interculturels, sociaux, de solidarités internationales, intergénérationnels, le CIEP vous propose une formation professionnelle à la coordination de projets culturels et sociaux en action collective: le BAGIC.

Le BAGIC est une formation qui allie l'acquisition d'outils scientifiques, d'analyse et d'action, le croisement d'expériences et de pratiques, le travail individuel et de sous-groupes, des interventions et des supervisions, ainsi qu'un encadrement rigoureux de formateurs et d'experts. Il vous offre la possibilité de situer vos projets dans les enjeux sociaux, économiques et politiques actuels, de développer des méthodologies d'action garantissant pertinence, cohérence et éthique, ainsi que d'inscrire votre action de manière critique et innovante dans des cadres, organisations et dispositifs existants. ■

**La formation démarre
en février 2007.**

Intéressé(e)?

**Renseignements auprès de
Frédéric LIGOT au
02/246.38.45 ou
0478/41.08.29**

Des nouvelles du Congé-éducation payé

A l'heure où nous clôturons ce numéro de l'Esperluette et donc avant les accords interprofessionnels, voici les dernières nouvelles concernant le CEP

DEROGATION POUR LES SEULES FORMATIONS PLURIANNUELLES

Le Conseil des Ministres du 6 octobre dernier a approuvé un arrêté de mesures transitoires qui modifie quelque peu les dispositions qu'il avait prises en juillet dernier à l'encontre du congé-éducation payé. Il n'est pas question d'un retrait de la mesure du gouvernement fédéral. Sous la pression de la CSC et du MOC, le gouvernement y apporte quelques modifications.

AVANCEE ET DECEPTION

Cet arrêté permet d'octroyer le congé-éducation payé tel qu'il était organisé jusqu'au 1er septembre dernier aux personnes engagées dans des formations qui s'étendent sur plusieurs années (formations pluriannuelles), tant au niveau secondaire qu'au niveau supérieur, à condition que ce cycle de formation commence au plus tard durant cette année scolaire 2006-2007 et à condition que l'étudiant n'ait pas de diplôme de niveau équiva-

lent à celui auquel mène la formation.

Donc une belle avancée: les inscriptions 2006-2007 comptent pour la dérogation.

Mais une grosse déception: la condition de ne pas avoir un diplôme équivalent est maintenue. L'effet de ces dispositions transitoires est très limité. Les travailleurs qui suivent des formations de courte durée restent lourdement pénalisés.

LA BALLE AUX PARTENAIRES SOCIAUX

L'enjeu maintenant, ce sont donc les prochaines négociations pour l'accord interprofessionnel (AIP). Lors des négociations sur les améliorations sociales, les membres du groupe des employeurs et syndicats se sont mis d'accord pour essayer d'éliminer le déficit structurel, par le biais d'efforts de toutes les parties concernées.

Il n'y a donc actuellement aucune raison de renoncer à la campagne «Des formations à la bonne taille» pour faire comprendre au gouvernement et aux employeurs que cette mesure d'économie est une erreur totale. ■

Elle est accessible via le site de la CSC: www.csc-en-ligne.be.

Nouveaux groupes ISCO

- . ISCO-Brabant Wallon, Développement durable. ANNE LISE CYDZIK (tél.: 067/21.89.91).
- . ISCO-Liège, Animation-gestion. WILFRIED SCHLECK (tél.: 04/232.61.61)
- . ISCO Verviers, Interculturalité. MICHELINE PAQUAY (tél.: 087/33.77.07)

Analyse d'un système d'accueil et d'accompagnement porteur d'action sociale et politique

CONVENTION ENTRE LE CIRE ET LE MINISTÈRE D'INTEGRATION SOCIALE

PAR MICHEL MUDJIR, ETUDIANT ISCO
TUBIZE DEVELOPPEMENT REGIONAL,
1999-2002.

Les souffrances, les guerres, la mondialisation de l'économie et d'autres facteurs naturels et écologiques, générateurs d'immigrations humanitaires et économiques, provoquent inévitablement des déplacements des familles entières, des isolés et des mineurs non accompagnés vers les pays d'Europe et les Etats-Unis. L'Etat belge est confronté - du moins pour le moment - à l'ampleur des demandes des réfugiés et aux dysfonctionnements de la procédure d'asile sur le territoire belge. Un accueil et une procédure de qualité doivent être mis en œuvre en matière de séjour des étrangers issus tant de l'immigration économique que sociale et politique.

Dans le cadre de la recherche de partenariat avec le pouvoir public, l'associatif est amené à devenir un interlocuteur, voire un partenaire incontournable du pouvoir politique sur des thématiques tant nationales qu'europpéennes.

En matière d'accueil des demandeurs d'asile, nous nous sommes donc interrogés sur un rapprochement effectif et opérationnel entre le monde associatif et le politique, a priori distants l'un de l'autre. Puisque la synergie entre la coordination, les initiatives d'accueil des étrangers et la politique sur la procédure d'asile se développent depuis peu de temps en Belgique, notamment avec le CIRE¹, il est important d'en déterminer les caractéristiques, les avantages et inconvénients, ainsi que les grandes lignes de son évaluation.

Nous avons choisi de centrer nos recherches sur la Convention signée entre le CIRE et le Ministère de l'Intégration sociale, portant sur l'accueil des candidats réfugiés dans les logements privés. Notre mémoire-action nous a permis d'identifier la situation de référence du système d'accueil existant, d'analyser ce système proposé par la convention et de tirer des enseignements pratiques sur la qualité du travail social réalisé.

Nous avons aussi constaté que les associations humanitaires et l'Etat peuvent devenir de véritables partenaires dans le cadre de conventions, prenant dûment en considération leurs objectifs et intérêts respectifs. Dans ce contexte, le partenariat semble être un des éléments clés du développement des peuples, qui pourrait associer les acteurs du privé, du public, les organisations syndicales, les associations et les citoyens, quelle que soit leur situation de vie. En effet, l'implication du citoyen dans l'accueil des étrangers est essentielle. Néanmoins, de nouvelles possibilités pourraient certainement être envisagées. Tout en conservant l'objectif de complémentarité des droits et obligations, c'est un secteur dans lequel l'imagination, l'originalité et la vigilance sont les bases du succès de collaborations fructueuses et respectueuses des êtres humains. ■

1. Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés Etrangers (CIRE), rue du Vivier 80-82 à 1050 Bruxelles. Tél.: 02/629.77.10, www.cire.irisnet.be

DIFFICULTES D'ACCES AU LOGEMENT POUR LES JEUNES D'OTTIGNIES LLN:

l'habitat groupé, une alternative?

PAR ODILE VANDORNE, ETUDIANTE
ISCO EST BW DEVELOPPEMENT REGIONAL
2003-2006

Le but de cette «recherche-action» est d'appréhender la situation globale du logement, de prendre conscience du travail réalisé par les politiques communales et régionales et de découvrir des alternatives.

Deux questions sous-tendent mon travail: «que proposent les pouvoirs publics pour permettre aux jeunes de rester/ de s'installer durablement au sein de leur commune, de leur province?» et «l'habitat groupé est-il une alternative valable pour ces jeunes qui possèdent un revenu moyen?».

Tous les chiffres confirment les augmentations de prix de location ou d'achat d'un logement. Les chiffres relevés dans ce travail ne traduisent pas encore l'explosion des prix des logements sur Ottignies Louvain-La-Neuve, liée à l'implantation du nouvel espace commercial Esplanade et l'aménagement urbanistique. En outre, avant de débiter la recherche, il me semblait que peu d'initiatives étaient menées pour les logements moyens à destination principalement des jeunes sur Ottignies-LLN et sur tout le territoire de la province.





Observer le fonctionnement de la politique communale de logement a permis de prendre conscience des outils et des contraintes que rencontrent la Commune et la Province. On peut pointer des éléments du succès de la commune grâce à sa situation géographique, les services disponibles, les attraits de Louvain-La-Neuve comme ville piétonne, l'implantation de l'université et l'accessibilité des transports en commun. Ensuite, je me suis penchée sur le logement, et plus particulièrement les conditions de location et d'acquisition. Mes préjugés de départ se sont confirmés: les prix du logement sont élevés par rapport aux revenus dits «moyens». Le logement reste donc un réel problème de société, même lorsque l'on travaille. Différentes aides au logement sont proposées à Ottignies: le CPAS, l'Echevinat du logement, les Sociétés de Logement de Service Public (SLSP), l'Agence Immobilière Sociale (AIS). Toutes ces initiatives ne répondent pas à la problématique du pourcentage de la population confrontée aux difficultés liées à l'accès au logement. Tout d'abord, les solutions existantes ne sont pas assez multipliées et sont peu connues du grand public.

Deux projets concrets d'habitat groupé, LOG asbl et Bois Del Terre, me sont apparus comme des alternatives possibles. L'habitat groupé (HG) est une solution qui pourrait faciliter financièrement l'accessibilité à la propriété privée pour les ménages qui possèdent un revenu moyen. Des difficultés liées à l'HG doivent néanmoins être pointées. L'HG fait appel à la notion de groupe et non plus d'individualité. Il se veut solidaire et nécessite un processus lent. Le rythme de construction est à l'encontre des valeurs de notre société, toujours plus de rapidité et de productivité. Les personnes impliquées dans un HG doivent mettre en place différents systèmes de résolutions de conflits. Le plus difficile est qu'elles peuvent rarement prendre de recul et dès qu'elles ont besoin d'objectivité, elles s'entourent de personnes-ressources ou d'experts pour que le projet continue.

L'HG en acquisition permet souvent un meilleur cadre de vie par rapport au prix de vente, mais n'est pas moins cher qu'une acquisition individuelle. Les constructions du projet Bois Del Terre terminées dans deux ans nous diront si c'est le cas. D'un point de vue économique, si l'HG est conçu dans une optique de développement durable, le coût à l'utilisation est plus faible que celui d'un habitat individuel. ■

L'ÉVOLUTION DU PROJET DE L'APPRENANT INSCRIT A

Lire et Ecrire Hainaut Occidental

DANS LE SENS
DE LA QUALIFICATION SOCIALE

PAR SABINE MARQUANT, ETUDIANTE
ISCO TOURNAI GENERAL 2003-2006

Le 8 septembre, la «Journée internationale de l'alphabétisation» est célébrée un peu partout dans le monde. A cette occasion, le Directeur général de l'UNESCO a souligné que «si l'alphabétisation est importante en elle-même», elle est aussi «un levier pour le changement et un moyen de favoriser le progrès social»¹. Ce discours est en adéquation avec l'étude menée à Lire et Ecrire Hainaut Occidental, qui porte sur l'évolution du projet de l'apprenant dans le sens de la qualification sociale.

Tout d'abord, j'ai dressé un état des lieux de l'alphabétisation en mettant l'accent sur les définitions de l'illettrisme et le manque de moyens mis en place pour repérer l'ampleur de ce problème partout dans le monde. J'ai ensuite présenté quelques organismes de lutte contre l'illettrisme, en me focalisant particulièrement sur l'ASBL Lire et Ecrire Hainaut Occidental.

L'offre de formation proposée par Lire et Ecrire Hainaut Occidental et les demandes auxquelles l'association est en mesure de répondre sont décrits en me basant sur l'analyse faite par J. Blampain dans son livre «les publics de la FUNOC et son rapport à la formation»². Tout comme à la FUNOC, les formations organisées à Lire et Ecrire Hainaut Occidental s'adressent aux adultes peu ou pas scolarisés. Dans ce cadre, le concept de «qualification sociale» est introduit et précise le concept d'éducation permanente de Lire et Ecrire Hainaut Occidental.

A ce stade de ma recherche, la qualification sociale ne suscite pas de demande de la part des apprenants. Pour que l'offre de Lire et Ecrire Hainaut Occidental et la demande des apprenants soient en adéquation, leur projet doit évoluer dans le sens de la



qualification sociale. Pour étayer mon hypothèse, sept apprenants ont été interviewés avec un grille d'entretien portant sur l'évolution du projet, les effets de la formation, la qualification sociale (dimension instrumentale et dimension «analyse - critique - action») et les facteurs influençant cette évolution.

Ensuite, l'analyse de ces entretiens s'est référée à la théorie interactionniste et la méthode de l'idéal-type. Quatre idéaux-types peuvent être dégagés: l'altruiste, l'acteur social, le libéré et le préprofessionnel. Dans les trois premiers cas, la formation leur a permis d'évoluer sur le plan personnel: ils sont davantage devenus autonomes, s'investissent personnellement et collectivement dans des projets sociétaux. Leur projet a donc bien évolué dans le sens d'une qualification sociale. J'ai tenté de comprendre pourquoi ces changements se sont faits à des niveaux différents et pourquoi l'idéal-type préprofessionnel ne se situe pas dans la qualification sociale.

Enfin, des propositions d'amélioration sont élaborées pour permettre l'évolution du projet vers la qualification sociale. ■

1. Discours du 8 septembre 2006 du Directeur Général de l'UNESCO, Koichiro Matsuura, La Journée a pour thème cette année «l'alphabétisation, catalyseur du développement».
2. BLAMPAIN, J., «Les Publics de la FUNOC et leurs rapport à la formation», Bruxelles, Contradictions, 1997, 208p.

Re-création improvisée

OUTIL DE CANALISATION
DE L'AGRESSIVITE EN MILIEU
SCOLAIRE?

PAR EUGENIE TSASSIS,
ETUDIANTE ISCO-BAGIC BRUXELLES
DEVELOPPEMENT REGIONAL,
2003-2006

Cette recherche-action m'a permis des découvertes multiples et passionnantes. Pour percevoir la réelle dimension de la violence scolaire, j'ai mesuré ses différentes formes et sa densité, analysé ses origines et causes, et finalement évalué sa perception. Les agressions verbales et les incivilités récurrentes sont majoritaires dans l'ordre des agressivités. Elles représentent la partie visible de l'iceberg, avec notamment la mauvaise communication, l'incompréhension, l'isolement et l'exclusion.

Encouragée par les résultats de quelques expériences d'improvisation théâtrale déjà menées auprès de jeunes, j'ai animé quatre ateliers dans une classe «difficile» en utilisant cet outil de communication. Le groupe étudié était composé d'élèves en décrochage scolaire et réputés agressifs. En fait, c'étaient des adolescents en manque d'écoute, désespérés, démotivés et fatalistes. Les résultats positifs des ateliers et les évaluations finales m'ont permis de tirer des conclusions satisfaisantes. Un plus long apprentissage de l'improvisation théâtrale dans une classe serait un bon outil pour endiguer une certaine violence grâce aux techniques apprises et pour favoriser également la réinsertion des plus faibles grâce à la revalorisation ressentie et à l'émergence de la confiance en soi. Ces éléments sont applicables aussi bien dans une école que dans un milieu d'adultes.

L'improvisation théâtrale permet de pallier aux conséquences d'une communication déficiente et d'une attitude inadaptée. Elle permet aussi plus rapidement une insertion de personnes issues de milieux plus défavorisés. ■

De Bel Air à Val d'Or: aborder la santé

La Compagnie Maritime (théâtre d'intervention) propose un spectacle court destiné à susciter des rencontres, des réflexions et des actions. De Bel Air à Val d'Or aborde les politiques communales en matière de santé.

L'HISTOIRE...

La coordonnatrice du Projet Santé des quartiers Bel Air et Val d'Or tente de connaître l'avis de ces habitants. L'animateur Santé du quartier Bel Air calme les ardeurs naturopathologiques d'une employée à la retraite qui préfère les oiseaux aux humains. Au milieu du gué, le bourgmestre espère voir enfin vissée la plaque: Ville Santé!

Entre discours et projets, rêves et réalités, les initiatives pour considérer la santé comme élément transversal de la vie communale se heurtent aux clivages et aux vieilles idées... ■

POUR PROGRAMMER CE SPECTACLE DANS VOTRE REGION OU ANIMER LA REFLEXION D'UN GROUPE DE MILITANTS OU D'ADULTES EN FORMATION, CONTACTER DANY ADAM AU 067/87.83.54 OU WWW.LACOMPAGNIEMARITIME.BE

Egalité et inégalités sexuées en Belgique

Pour les 175 ans de la Belgique et face à l'absence de prise en compte de cet aspect lors des commémorations, un ouvrage rédigé par Madga Michielsens, professeure experte en études féministes d'Anvers, a heureusement retracé l'évolution historique de la politique d'égalité entre hommes et femmes en Belgique depuis l'Indépendance¹.

De manière didactique et chronologique, l'ouvrage met en évidence l'histoire des luttes des femmes au quotidien, les actions et revendications menées par les mouvements de femmes et féministes pour obtenir des changements sociaux, politiques, professionnels et juridiques, essentiels pour la vie des femmes aujourd'hui. Pour chaque partie, l'ouvrage ne manque pas de rappeler les événements sociaux et politiques marquants, les évolutions législatives, mais aussi les progrès techniques qui ont eu des répercussions sur le quotidien des femmes. Il met aussi en exergue le rôle joué par certaines figures belges et étrangères.

La seconde partie éclaire la situation actuelle. Malgré des progrès fondamentaux réalisés depuis plus de 25 ans (mixité dans l'enseignement, suffrage réellement universel, etc.), l'égalité entre les hommes et les femmes n'est toujours pas acquise à 100% et de nombreux défis restent encore à relever, dans les assemblées politiques à tous niveaux, les cours de récréation, les instances de décisions syndicales et associatives et aussi au niveau professionnel.

Pour atteindre l'égalité des chances entre les sexes, des outils ont aussi été créés, comme le Mainstreaming, pour intégrer une approche genre dans les processus de décisions politiques et les mesures publiques mises en place. Néanmoins, «pour que l'égalité devienne naturelle...», il y a encore beaucoup à faire! ■

«175 ANS DE FEMMES. EGALITE ET INEGALITES EN BELGIQUE - 1830-2005» EST DISPONIBLE GRATUITEMENT AU 02/233.40.18 (CONSEIL DE L'EGALITE DES CHANCES) OU SOUS FORMAT PDF VIA LE SITE [HTTP://WWW.CONSEILLEGALITE.BE/DOWNLOADS/175ANS.PDF](http://WWW.CONSEILLEGALITE.BE/DOWNLOADS/175ANS.PDF)

1. Depuis cette édition, d'autres ouvrages sont sortis de presse, notamment un Dictionnaire des femmes belges du XIXe et du XXe siècles. Réalisé par une cinquantaine d'historiens francophones et néerlandophones sous la direction d'Eliane Gubin, plus de 400 notices biographiques mettent en lumière le parcours de ces femmes, qui ont marqué leur époque dans divers secteurs (économie, travail social, art et littérature, politique). Un ouvrage de référence indispensable pour toute recherche en histoire des femmes et pour mieux connaître ces portraits de femmes, mêlant des élites aux militantes.



D'ici et d'ailleurs

Face au rejet de «l'autre» et la xénophobie de plus en plus généralisée, ce beau livre en bichromie doit être pointé du doigt par son originalité: une cinquantaine de portraits et de témoignages de personnes d'origine étrangère vivant en Belgique se dévoile au travers des photographies de Frédéric Pauwels et Christophe Smets, et les textes de Jeanouche Zafirenios. En effet, vivre au quotidien dans notre société multiculturelle implique de mieux connaître l'autre, son histoire, sa culture, ses difficultés, ses peurs et comprendre pourquoi certains, obligés de quitter leur pays, se sentent parfois rejetés et d'autres le sont vraiment.

Qui sont ces hommes et ces femmes issus de tous les continents qui ont abouti ici en Belgique, après parfois un long et dangereux périple? Quelles sont leurs motivations, leurs peurs, leurs difficultés? Pourquoi et comment ont-ils quitté leur terre? Pourquoi avons-nous du mal, parfois, à les accepter? Comment vivent-ils en Belgique, loin de chez eux? Quel rôle jouent-ils ici? Voici quelques questions que nous devons nous poser pour ouvrir les barrières, commencer la discussion et oublier la peur de l'autre.

Un regard sensible et vrai sur l'immigration aujourd'hui en Belgique, une nouvelle occasion de s'engager autrement contre le racisme et de partir à la découverte de la richesse des autres cultures vivant ici et aujourd'hui: à découvrir donc! ■

FR. PAUWELS, CH. SMETS ET J. ZAFIRENIOS, D'ICI ET D'AILLEURS, PORTRAITS D'IMMIGRÉS EN BELGIQUE, BRUXELLES, ED. COULEUR LIVRES-LA BOITE A IMAGES, 2006.

Une histoire de militants en BD: à s'offrir pour Noël!

PAR FRANCE HUART, PERMANENTE COMMUNAUTAIRE CIEP

«**L**es mauvaises gens» d'Etienne Davodeau est bien plus qu'une BD reportage. C'est tout un travail de mémoire des militants du Mouvement ouvrier chrétien, une étude sociale mise en bulles, une chronique basée sur des interviews et des rencontres de «mauvaises gens» (?), ainsi qu'un hommage sincère au milieu ouvrier de cette région rurale des Mauges dans le Maine-et-Loire, traditionnellement conservatrice et ouvrière. Cette BD a notamment obtenu le prix du meilleur album et le prix du public du Festival d'Angoulême en 2006 et elle le mérite!

A partir de témoignages recueillis et des portraits croisés de ses parents (Marie-Jo et Maurice), Etienne Davodeau retrace sur la longue durée l'émergence et le développement du militantisme syndicaliste, religieux et politique de toute une génération d'ouvriers 'cathos' engagés. L'histoire de ses parents, depuis leur enfance jusqu'à l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand en 1981, est mise en exergue uniquement pour situer le contexte historique et pour l'ancrer dans une réalité humaine et régionale. Après-guerre, les adolescents sont nombreux à devoir quitter l'école très tôt pour aller travailler en usine: c'est le cas de Marie-Jo et de Maurice. Ils y vivent l'asservissement et les conditions pénibles du travail à la chaîne. Leur rencontre avec des nouveaux mouvements de jeunes, comme la JOC et la JOCF, va transformer leur vie: ils y découvrent le sens du collectif et de l'engagement, ainsi que le travail d'éducation permanente et les revendications: «On était la main-d'œuvre toute fraîche et un peu naïve d'une industrie qui s'installait... d'autre part, ici la religion était très présente. On n'avait ni l'idée, ni l'envie de faire sans. Ce qui nous rendait disponible à ce mouvement social et chrétien à la fois. Si je n'avais pas eu la JOCF, je ne sais pas si j'aurais tenu le coup à l'usine» avoue sa mère.

Des prêtres s'investissent ainsi dans le monde du travail, encadrant les ouvriers, organisant des activités en parallèle pour les jeunes, comme une équipe de basket ou les vacances à la mer, et mettent sur pied des moments où ils expriment leurs difficultés professionnelles. Avec cette prise de conscience des discriminations, ils se lancent progressivement dans les luttes collectives régionales et dans l'action syndicale au sein de la CFDT (Confédération française démocratique des travailleurs), puis dans un engagement politique de gauche au PS.

Avec une certaine pudeur, l'auteur dévoile leurs sentiments, leurs espoirs, leurs questionnements et les limites de leurs engagements. Dynamique et en mouvement, son récit le représente dans ses rencontres autour de la table familiale ou dans de longues promenades avec un des acteurs pour recueillir son témoignage. Les démarches qu'il entreprend auprès d'autres militants, d'anciens responsables ou de prêtre ouvrier marié puis divorcé, sont aussi reprises. Son trait sobre et épuré, son dessin réaliste en blanc et noir n'enlèvent rien à l'attrait du récit pétri d'humanité et de sincérité de leur parcours de militants ouvriers. Pour l'auteur, l'important est la justesse des propos, les émotions sur les visages des personnes, synonymes de leurs engagements. Tous ces éléments rendent l'histoire humaine et attractive.

Un document passionnant et poignant pour découvrir le monde du travail en usine et de l'engagement dans l'action collective.

«C'est une invitation à ne pas renier le passé, à vivre le présent, avec le même souci d'être attentif aux conditions d'existence. Aujourd'hui comme hier, les sarcasmes s'abattent sur les hommes fiers de demander le respect pour eux et leurs concitoyens!»

Et pourquoi pas un nouvel outil pour approcher l'histoire de la militance dans le Mouvement ouvrier chrétien, avec des militants syndicaux en formation. «Mauvaises gens» nous raconte l'histoire de gens de la base, dont on ne parlerait certainement pas autrement... ■

E. DAVODEAU, LES MAUVAISES GENS. UNE HISTOIRE DE MILITANTS, ED. DELCOURT.



Dates à épingler

FORMATIONS DU Ciep

UNE FORMATION DES NOUVEAUX ANIMATEURS-TRICES EN INTER-MOUVEMENT DANS LE CADRE DU MOC.

DATES: LES 30 ET 31 JANVIER, 27 ET 28 FEVRIER, 27 ET 28 MARS 2007

FORMATION D'ACTUALITE POLITIQUE DU CIEP.

DATE: 22 MARS, DE 9 A 16H00

OUTILS DE BASE DE LA FORMATION ET DE L'APPRENTISSAGE

DATES: 22 JANVIER 2007 - 12 FEVRIER 2007 - 26 FEVRIER 2007 - 13 MARS 2007 - 27 MARS 2007. Lieu: CINEY

ANIMATION DE DEBATS

DATES: 16 AVRIL 2007 - 23 AVRIL 2007. Lieu: CENTRE CULTUREL MARCEL HICTER LA MARLAGNE, WEPION

CONDUITE DE REUNIONS

DATES: 10 MAI 2007 - 11 MAI 2007 - 31 MAI 2007 - 01 JUIN 2007. Lieu: CENTRE CULTUREL MARCEL HICTER LA MARLAGNE, WEPION

DEMINONS L'EXTREME DROITE

DATES: 5 MARS 2007 - 12 MARS 2007 - 19 MARS 2007 - 26 MARS 2007. Lieu: CENTRE CULTUREL MARCEL HICTER LA MARLAGNE, WEPION

ARGUMENTATION ET ENTRAINEMENT AUX MEDIAS

DATES: 25 JANVIER 2007 - 01 FEVRIER 2007 - 8 FEVRIER 2007. Lieu: CINEY

GESTION DES ARCHIVES

DATES: 26 JANVIER 2007 - 7 FEVRIER 2007. Lieu: MOC NAMUR

RECHERCHE ET CRITIQUE DE L'INFORMATION

DATES: 5 MARS 2007 - 12 MARS 2007. Lieu: CENTRE CULTUREL MARCEL HICTER LA MARLAGNE, WEPION

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VOIR WWW.CIEP.BE

POUR LES INSCRIPTIONS, CONTACTER FRANCINE BAILLET AU 02/246.38.41 COURRIEL: FRANCINE.BAILLET@CIEP.BE

AU CIEP DE BRUXELLES

DES CLES POUR L'ACTION

ACTIVITES LES 22 MARS, 19 AVRIL ET 24 MAI DE 20 A 22 HEURES, COMPRENDRE LES REALITES SOCIALES A BRUXELLES. AGIR COLLECTIVEMENT POUR PLUS D'EGALITE ET DE SOLIDARITE. Lieu: RUE PLETINCKX 19, 1000 BRUXELLES INFOS: CIEP.SECR@MOCBXL.BE, TEL.02/508.89.60

LES MIDIS DE LA VILLE ET DU LOGEMENT

CONFERENCES-DEBATS LES 9 JANVIER, 8 FEVRIER, 8 MARS, 18 AVRIL, 8 MAI DE 12H30 A 14H30. Lieu: RUE PLETINCKX 19, 1000 BRUXELLES INFOS: CIEP.SECR@MOCBXL.BE, TEL.02/508.89.60

LES VOEUX DU MOC DE BRUXELLES

Soirée de rencontre pour célébrer la nouvelle année.

DATE: LE 11 JANVIER A PARTIR DE 18H30. Lieu: CENTRE SCOLAIRE EPERONNIER-MERCELI, RUE DE L'ETUVE 56 A 1000 BRUXELLES INFOS: CIEP.SECR@MOCBXL.BE, TEL.: 02/508.89.60

ATELIER DE FORM-ACTION

ENTRE SECRET PROFESSIONNEL ET CONTROLE, UNE ETHIQUE POUR ECLAIRER LES MISSIONS DU TRAVAIL SOCIAL.

De trop nombreux exemples dans l'actualité des dix dernières années nous montrent qu'aux yeux de certaines autorités publiques, les missions du travail social s'avèrent ne guère se distinguer d'une

fonction de contrôle ou de répression; on ignore ainsi sa spécificité ainsi que celle de ses méthodes et de son éthique professionnelle.

Des travailleurs sociaux se trouvent, de ce fait, de plus en plus confrontés à une mainmise du répressif sur le social et à des pressions toujours plus fortes et plus nombreuses de la part des autorités soucieuses de les amener tantôt à contrôler tantôt à dénoncer, plutôt qu'à accompagner et à aider des personnes en difficulté.

On observe dans différents secteurs - surtout par rapport aux étrangers, à la toxicomanie, à l'aide à la jeunesse, à la prostitution - une tentative d'instrumentaliser des travailleurs sociaux pour mettre en place ou renforcer de telles politiques de contrôle ou à visée sécuritaire. Les pratiques des travailleurs sociaux, les tâches qui leur sont confiées, ne se réfèrent, dès lors, plus aux balises fondamentales du travail social.

Cette évolution est inquiétante à bien des égards car elle touche les professions concernées au plus profond de leur professionnalité, de leur éthique et de leur déontologie.

DATES: VENDREDIS 12 ET 26 JANVIER, 2 FEVRIER 2007 - Lieu: NAMUR - ORGANISE PAR LA FEDERATION DES CENTRES DE SERVICE SOCIAL (FCSS) ET LA FEDERATION DES CENTRES DE SERVICE SOCIAL BICOMMUNAUTAIRES (FCSSB)

SCIENCES HUMAINES, RAPPORTS SOCIAUX INEGALITAIRES, POLITIQUES PUBLIQUES

SEMINAIRE INTERDISCIPLINAIRE co-organisé par le CERISIS, la FOPES et l'IST 26/01/2007: «**Stigmatisation, politiques d'insertion, redistribution des revenus**». David Bourguignon et Bruno Van der Linden.

02/03/2007: «**Genre et politiques sociales**». Florence Degavre et Bernard Fuselier.

23/03/2007: «**Diversité des publics d'utilisateurs et régulation quasi-marchande**». Stéphane Nassaut, Marie Vermer et Bernard Delvaux.

27/04/2007: «**Discrimination et politiques d'égalité des chances dans l'emploi**». Ginette Herman et Pascale Vielle.

25/05/2007: «**Insertion et politiques de l'état social actif**». Pierre Reman et Andrea Lemaitre.

Lieu: LOUVAIN-LA-NEUVE (SALLE DOYEN 22), DE 14H00 A 16H00 PLUS D'INFOS: CERISIS-UCL, TEL. 071/20.25.25-26, FAX 071/20.25.30, [HTTP://CERISIS.OPES.UCL.AC.BE](http://CERISIS.OPES.UCL.AC.BE)

DEMOCRATIE ET COURAGE

Travailler avec les jeunes sur les préjugés et stéréotypes, explorer nos différences et développer des pistes d'action pour mieux vivre ensemble...: une formation et des animations dans le milieu scolaire et associatif.

Démocratie et Courage est un projet européen proposé par la CNAPD; c'est un projet pour les jeunes (formation des jeunes à l'animation citoyenne et antiraciste), par les jeunes (animations dans le milieu scolaire et associatif).

Pour qui? Tout jeune entre 17 et 30 ans souhaitant s'impliquer dans le travail d'animation avec des jeunes. Dans le but de se préparer à intervenir dans les écoles, les maisons de jeunes et les associations sur les thèmes liés à la citoyenneté active (stéréotypes et préjugés, immigration et interculturalité).

TROIS MODULES DE FORMATION SE TIENDRONT EN RESIDENTIEL EN 2006-2007.

PLUS D'INFOS: CNAPD, TEL. 02/640.52.62, CNAPD.NATHALIE@SKYNET.BE

CLEFS FEMINISTES POUR L'EDUCATION PERMANENTE EN MILIEUX POPULAIRES

Huit modules thématiques: module introductif, féminisme, éducation permanente, milieux populaires, interculturel, engagement social et démocratique, module socio-politique, évaluation et application.

DATES: DE JANVIER A DECEMBRE 2007

LIEU: NAMUR - RENSEIGNEMENTS: VIE FEMININE, SERVICE FORMATION, ANNE-FRANCOISE SANTY.

TEL.: 02/227.13.11,

SERVICEFORMATION@VIEFEMININE.BE

LA SEMAINE SOCIALE 2007: GEOSTRATEGIES ET GUERRES

Comme chaque année, les militants et sympathisants du MOC et de ses organisations se retrouveront en avril pour participer à ce vaste forum progressiste qu'est la Semaine Sociale.

DATES: LES 12 ET 13 AVRIL 2007.

LIEU: CEME (CHARLEROI ESPACE MEETING EUROPEEN) RUE DES FRANCAIS 147 A 6020 CHARLEROI

SECRETARIAT ET RENSEIGNEMENTS: CHAUSSEE DE HAECHT 579 A 1030 BRUXELLES.

TEL: 02/246.38.51. FAX: 02/246.38.55

FORMATION

SUR LA PUBLICITE

DATE: LES 2 ET 3 AVRIL 2007, DE 9H00 A 16H30 - LIEU: ARLON

INSCRIPTION ET RENSEIGNEMENTS:

CIEP DU LUXEMBOURG, TEL.: 063/21.87.33

LANCEMENT D'UN GROUPE FOPES A BRUXELLES EN SEPTEMBRE 2007

Une formation universitaire en politique économique et sociale, destinée à des adultes engagés dans la vie sociale, associative, politique, professionnelle, etc.

POUR LES SEANCES D'INFORMATION, PRENDRE CONTACT AVEC GISELE EVRARD AU 010/47.39.08 (EVRARD@OPES.UCL.AC.BE) OU AVEC MARIE-THERESE COENEN, CONSEILLERE A LA FORMATION, AU 010/47.35.69 (COENEN@OPES.UCL.AC.BE)

COLLOQUE INTERNATIONAL FOPES: 23 MARS 2007

Valorisation des Acquis de l'Expérience (VAE), chance pour les adultes en formation continue, défi pour l'université, enjeu pour l'accompagnement

Ce colloque est l'occasion d'envisager les grands enjeux soumis aux universités et hautes écoles comme à tous ceux qui sont intéressés par la démocratisation des études ou par les aspects pédagogiques de l'accompagnement d'adultes.

Comme Monsieur Jourdain, la Fopes pratique la «VAE» depuis plus de 30 ans sans le savoir.

Le décret d'harmonisation de l'enseignement supérieur de la Communauté française prévoyant l'organisation de la «V(alorisation) des A(cquis) de l'E(xpérience)» est paru le 23 mars 2004. Il oblige les établissements d'enseignement supérieur à trouver des solutions aux demandes de reconnaissance d'adultes qui n'ont pas eu l'occasion de se lancer dans des études supérieures ou souhaitent faire valider par un jury les expériences et connaissances acquises au cours de leur existence professionnelle. Trois ans après, où en est-on?

INFORMATIONS ET DETAILS PRATIQUES AU SECRETARIAT (TEL.: 010/47.39.08) SUR LE SITE INTERNET: WWW.UCLouvain/OPES

Adresses des centres régionaux du Ciep

BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25
1400 Nivelles
067/21.89.91

BRUXELLES

rue Pléttinckx, 19 - 1000 Bruxelles
02/508.89.60

CHARLEROI - THUIN

Charleroi

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
071/31.22.56

Thuin:

rue du Pont, 11 - 6530 Thuin
071/59.16.13

COUVIN

rue de la gare 1 - 5660 Couvin
060/37.84.48

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
083/21.24.51

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8
7500 Tournai
069/88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath
068/84.34.31

Mouscron:

rue St Pierre, 52 - 7700 Mouscron
056/33.48.68

LA LOUVIERE

rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
064/23.80.20

LIEGE

rue St Gilles, 29 - 4000 Liège
04/232.61.61

HUY

av. Albert 1er, 6 - 4500 Huy
085/21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
063/21.87.33

MONS

rue des Canoniers, 3 - 7000 Mons
065/35.39.63

NAMUR

place l'Illon, 17 - 5000 Namur
081/22.68.71

VERVIERS

rue Laoureux, 28 - 4800 Verviers
087/33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700 Eupen
087/59.46.30



Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC
(CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:

Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
e-mail: communautaire@ciep.be



Avec le soutien de la Communauté Française de Belgique